



Un vent de colère souffle sur notre département comme dans tout le pays.

Chaque mois sont plus nombreux les salarié.e.s, retraité.e.s et privé.e.s d'emploi qui n'arrivent plus à boucler leur budget. La hausse régulière et conséquente du carburant inquiète et fragilise celles et ceux qui n'ont d'autres choix que la voiture individuelle pour les actes de la vie courante. Et, alors que l'hiver s'annonce, la hausse des prix du gaz, de l'électricité, du fuel et des chauffages collectifs aggrave encore le quotidien.

Alors que les profits financiers et patronaux explosent, le gouvernement Macron Philippe accentue sa politique de classe, au service des riches, et, pour la grande masse de la population, la réduction des droits sociaux et une politique fiscale particulièrement injuste et inégalitaire. S'y ajoutent la fermeture de nombreux établissements publics et la suppression de milliers de postes de fonctionnaires accentuant encore le sentiment d'abandon pour toutes celles et ceux qui vivent loin des métropoles.

Ce vent de colère est légitime et salutaire. Il met justement en cause la politique suivie par le Président de la République et son gouvernement, notamment en matière fiscale. Les groupes capitalistes, patronat et banques, avec leurs profits exponentiels, sont les vrais responsables de ce désespoir social et de la crise climatique.

Pour Macron, comme pour ses prédécesseurs, le libéralisme est un dogme. Pour nous c'est un drame. Car il explose les inégalités sociales, accroît la paupérisation de larges franges de la population et accentue les atteintes à l'environnement et le réchauffement climatique.

Le gouvernement tente de justifier ses choix politiques, les augmentations des taxes sur les carburants, par l'urgence écologique. C'est un mensonge. Non seulement le pays ne réduit pas la production de gaz à effet de serre, mais il l'augmente, non seulement il ne réduit pas l'utilisation des pesticides, mais il l'augmente, non seulement il ne diminue pas l'artificialisation des sols, mais il la poursuit. La fermeture des services publics de proximité, des gares et voies ferrées secondaires, la concentration des emplois dans les métropoles ne font que renforcer la tragédie climatique en cours et accroître les difficultés quotidiennes de milliers d'habitant.e.s.

Le gouvernement est responsable de la crise en cours car la politique qu'il mène dans les transports comme dans les autres domaines, n'est ni cohérente avec l'urgence climatique ni juste socialement. Aucune mesure ambitieuse n'a été prise pour financer les alternatives à la voiture et aider ceux qui n'ont pas les moyens de se déplacer autrement. Cette prétendue fiscalité écologique épargne les secteurs les plus polluants et émetteurs de gaz à effet de serre, comme le trafic aérien ou le transport routier de marchandises.

L'urgence sociale et l'urgence écologique sont aujourd'hui totalement imbriquées. La politique gouvernementale aggrave l'une et l'autre et espère diviser celles et ceux qui en sont les victimes. Et il est illusoire de prétendre répondre à l'une en tournant le dos à l'autre.

Des mesures d'urgences sociales et écologiques comme priorité :

- ◊ L'augmentation des salaires, des pensions, des indemnités chômage, et des allocations sociales et leurs indexations sur les prix pour permettre à tous/toutes de vivre dignement.
- ◊ L'arrêt des suppressions de postes et des fermetures des services publics, et la réouverture de services publics et sociaux de proximité pour permettre une organisation équilibrée des territoires,
- ◊ Mettre un terme à une politique centrée sur la voiture. Mettre un terme à la défiscalisation du kérosène dans le transport aérien, au profit du fret ferroviaire pour les transports de marchandise et les transports collectifs. Par la mise en place d'un réseau de transports en commun gratuit sur le département. La lutte contre l'étalement urbain et la diversification des modes de transport dans tous les territoires
- ◊ Le soutien à une agriculture paysanne privilégiant les circuits courts et les productions bios pour permettre à toutes et tous l'accès à une alimentation de qualité.

Nous appelons au partage des richesses et à l'urgente nécessité de placer la transition écologique et solidaire au cœur de toutes les décisions pour notre avenir et celui de la planète. Ce sont les mobilisations multiples dans les entreprises comme dans la rue, par la grève et par l'action, qui permettront de peser sur les décideurs publics ou privés pour que ces changements s'enclenchent.